

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

---

# RAPPORT FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019-2020

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

**Rapport de gestion  
et états financiers intermédiaires  
résumés non audités**



Construction de Défense Canada  
Défense Construction Canada

Canada

## **TABLE DES MATIÈRES**

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Indicateurs du rendement opérationnel</i>	2
4.0 <i>Gestion des risques</i>	3
5.0 <i>Résultats financiers</i>	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	15

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2019, de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2019. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2018-2019* »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

### 1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

### 2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée, communément appelée Construction de Défense Canada (CDC), est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation des marchés, de construction, de gestion de marchés, d'infrastructure et d'environnement, et de soutien tout au long du cycle de vie des infrastructures, en réponse aux besoins de défense du Canada. La Société compte deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada dans le cadre de l'agrandissement du centre des données électroniques à la BFC Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs de services suivants.

#### SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'acquisition de biens, de services professionnels et de services de construction et d'entretien en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

#### SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

### SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation, ainsi qu'à faire preuve de diligence raisonnable et à gérer les risques

### SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes fournit des conseils en ce qui concerne, notamment, les exigences relatives aux infrastructures, la planification des programmes ainsi que le contrôle des calendriers et de la documentation.

### SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

Le secteur des Services de gestion des biens immobiliers veille au bon entretien des infrastructures du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique tout au long de leur cycle de vie.

## 3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

### 3.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures de travail directement consacrées à la prestation de services pouvant être facturés aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire. Il s'agit là d'un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de produits, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le troisième trimestre de 2019-2020, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 72,05 %, en baisse par rapport aux 72,9 % de la période correspondante de 2018-2019. Cette baisse est principalement due à un déploiement plus lent que prévu du programme du MDN et à l'interruption des services de TI de septembre à la mi-novembre.

Pour l'exercice à ce jour, le taux d'utilisation s'établit à 71,4 %, en baisse par rapport au taux de 72,9 % de la période correspondante en 2018-2019. Cette baisse est due à un déploiement plus lent que prévu du programme du MDN.

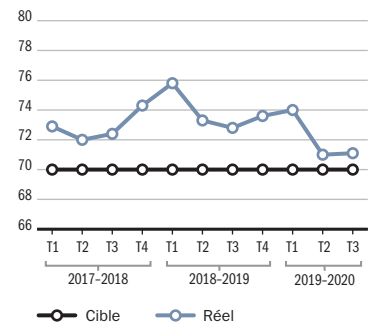
### 3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

Le maintien d'un effectif qualifié et professionnel est l'un des principaux objectifs de la Société. Pour 2019-2020, CDC s'est fixé l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif prend en compte tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.

Pour le troisième trimestre de 2019-2020, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale est de 3,1 %, contre 3,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est due au calendrier de formation interne.

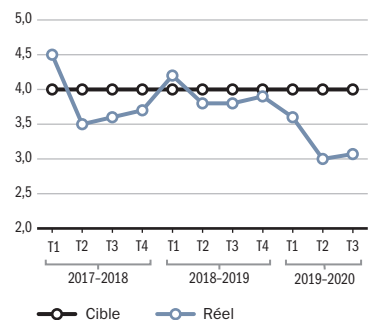
#### Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



#### Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



#### 4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2018-2019* de CDC.

#### 5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

##### 5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport intermédiaire conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier intermédiaire a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du troisième trimestre renvoient au trimestre clos le 31 décembre 2019; toute mention du cumul de l'exercice à ce jour renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2019. Toute mention du troisième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 31 décembre 2018. Toute mention du cumul de l'exercice précédent renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2018. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2019.

##### 5.2 PRODUITS

###### *PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS*

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 28,1 millions de dollars pour le troisième trimestre, en baisse de 60 000 \$, ou de moins de 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est due à une majoration des taux de facturation, contrebalancée par un déploiement plus lent que prévu du programme du MDN, ainsi qu'à l'interruption des services de TI survenue aux deuxième et troisième trimestres. Pour l'exercice à ce jour, les produits tirés des services facturés s'élèvent à 84,6 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars, soit environ 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est due à la majoration des taux de facturation, atténuée par le déploiement réduit et plus lent que prévu du programme du MDN, ainsi qu'à l'interruption des services de TI survenue aux deuxième et troisième trimestres.

###### *SERVIVES DE GESTION DES MARCHÉS*

Les produits tirés des Services de gestion des marchés ont été stationnaires au troisième trimestre et ont augmenté de 2 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation pour l'exercice à ce jour est attribuable à des taux de facturation majorés, atténués par la baisse de la demande du programme du MDN, ainsi qu'à l'interruption des services de TI. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

*SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES*

Les produits tirés des Services de gestion des projets et des programmes ont progressé de moins de 1 % pour le troisième trimestre et de 5 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées pour le troisième trimestre et le cumul de l'exercice sont attribuables à des taux de facturation majorés et à une demande accrue du MDN pour ce service. Ces hausses ont été en partie annulées par l'interruption des services de TI.

*SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS*

Les produits tirés des Services de gestion des biens immobiliers ont augmenté de 4 % au troisième trimestre et diminué de moins de 1 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation du troisième trimestre découle de la majoration des taux de facturation, conjuguée à une légère hausse de la demande pour ce service par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse pour le cumul de l'exercice à ce jour est liée à une légère diminution de la demande du MDN.

*SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION*

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 6 % au troisième trimestre et de moins de 1 % au cumul de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations sont dues à la majoration des taux de facturation et à la demande accrue du MDN pour ce service par rapport à l'exercice précédent.

*SEVICES DES MARCHÉS*

Les produits tirés des Services des marchés ont baissé de 10 % pour le troisième trimestre et de 1 % pour le cumul de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La baisse du troisième trimestre s'explique par la diminution de la demande du MDN, atténuée en partie par la majoration des taux de facturation. La légère baisse pour l'exercice à ce jour est imputable à la diminution de la demande du MDN, atténuée en partie par la majoration des taux de facturation.

*SERVICES ENVIRONNEMENTAUX*

Les produits tirés des Services environnementaux ont diminué de 2 % au troisième trimestre et augmenté de 2 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La baisse du troisième trimestre s'explique par la diminution de la demande du MDN, atténuée en partie par la majoration des taux de facturation. L'augmentation pour le cumul de l'exercice à ce jour découle de la majoration des taux de facturation.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Services de gestion des marchés	12 535 \$	12 578 \$	(43)	0 %	37 423 \$	36 568 \$	855	2 %
Services de gestions des projets et des programmes	7 515	7 502	13	0 %	23 103	22 028	1 075	5 %
Services de gestion des biens immobiliers	2 410	2 307	103	4 %	7 189	7 203	(14)	0 %
Soutien technique en matière de construction	2 069	1 959	110	6 %	5 841	5 830	11	0 %
Services des marchés	1 917	2 123	(206)	-10 %	6 266	6 312	(46)	-1 %
Services environnementaux	1 605	1 642	(37)	-2 %	4 749	4 636	113	2 %
	<b>28 051 \$</b>	<b>28 111 \$</b>	<b>(60)</b>	<b>0 %</b>	<b>84 571 \$</b>	<b>82 577 \$</b>	<b>1 994</b>	<b>2 %</b>

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouvrés représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 760 000 \$ pour le troisième trimestre, en baisse de 231 000 \$, ou environ 23 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits totalisent 2,6 millions de dollars, en baisse de 201 000 \$ par rapport à l'exercice précédent. Ces deux variations sont dues au fait que CDC a transféré les produits locatifs dans un compte séparé, et aux moments où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	<b>760 \$</b>	<b>991 \$</b>	<b>(231)</b>	<b>-23 %</b>	<b>2 632 \$</b>	<b>2 833 \$</b>	<b>(201)</b>	<b>-7 %</b>

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont diminué de 10 000 \$, ou 7 %, au troisième trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement due à des soldes de trésorerie mensuels inférieurs à la moyenne, par suite du rachat de placements dont le produit devait être affecté aux activités courantes pendant l'interruption des services de TI.

Pour l'exercice à ce jour, les produits d'intérêts ont augmenté de 53 000 \$, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient surtout à des taux d'intérêt plus élevés ainsi qu'à des soldes de trésorerie moyens mensuels plus élevés dans le compte bancaire général au cours des deux premiers trimestres.



	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits financiers	<b>141 \$</b>	<b>151 \$</b>	<b>(10)</b>	<b>-7 %</b>	<b>504 \$</b>	<b>451 \$</b>	<b>53</b>	<b>12 %</b>

#### PRODUITS LOCATIFS

Des produits locatifs sont comptabilisés au titre du recouvrement de loyers auprès du client-partenaire par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019

	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits locatifs	<b>221 \$</b>	<b>-</b>	<b>221</b>	<b>100 %</b>	<b>664 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>664</b>	<b>100 %</b>

#### 5.3 CHARGES

##### SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires totalisent 22,3 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 456 000 \$, soit environ 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les salaires totalisent 64,2 millions de dollars, en hausse de 2,9 millions de dollars, ou environ 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le barème salarial a été majoré de 3,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en vue de rendre compte d'une hausse prévue de 1,5 % liée au coût de la vie et d'une majoration moyenne de 2 % du salaire lié au rendement. L'effectif en équivalents temps plein (ETP) a augmenté d'environ 1 %, ou six ETP, par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 16,3 millions de dollars, en hausse de 309 000 \$, ou environ 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des salaires par rapport à un an plus tôt.

	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Salaires	22 318 \$	21 862 \$	456	2 %	64 233 \$	61 321 \$	2 912	5 %
Charges sociales	5 272	5 370	(98)	-2 %	16 294	15 985	309	2 %
	<b>27 590 \$</b>	<b>27 232 \$</b>	<b>358</b>	<b>1 %</b>	<b>80 527 \$</b>	<b>77 306 \$</b>	<b>3 221</b>	<b>4 %</b>
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	24 %	25 %			25 %	26 %		



CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,5 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2019-2020, en hausse de 45 000 \$, soit 2 %, par rapport au troisième trimestre de 2018-2019. Pour l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration ont augmenté de 1,1 million de dollars, soit d'environ 18 %. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 31 décembre 2019 (en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Honoraires	564 \$	341 \$	223	65 %	1 817 \$	742 \$	1 075	145 %	La hausse pour les deux périodes est due aux coûts de migration des serveurs informatiques à l'infonuagique.
Formation et perfectionnement	307	313	(6)	-2 %	791	864	(73)	-8 %	La baisse pour les deux périodes est liée à l'échéancier des frais de formation.
Entretien de logiciels	307	497	(190)	-38 %	860	1 176	(316)	-27 %	La baisse pour les deux périodes est due au reclassement de l'infonuagique dans une catégorie de charges distincte.
Exploitation d'installations louées	266	–	266	100 %	735	–	735	100 %	Avec l'adoption d'IFRS 16 <i>Contrats de location</i> , la comptabilisation des charges locatives et des coûts de fonctionnement de 2019-2020 a changé. Aux exercices précédents, les charges locatives incluaient les loyers de base ainsi que les coûts de fonctionnement et les taxes. Pour l'exercice en cours et dorénavant, le loyer de base est inscrit en tant qu'actif lié au droit d'utilisation, avec comptabilisation d'un passif correspondant. L'actif est amorti et n'est plus inclus dans les charges opérationnelles et frais d'administration. Seules les charges d'exploitation et les taxes figurent dans les coûts de fonctionnement et frais d'administration.
Loyers	–	482	(482)	-100 %	–	1 365	(1 365)	-100 %	
Téléphonie et télématique	215	224	(9)	-4 %	632	597	35	6 %	La hausse pour l'exercice à ce jour est due à un nombre plus élevé d'utilisateurs de téléphones cellulaires.
Déplacements professionnels	153	178	(25)	-14 %	419	416	3	1 %	La variation pour les deux périodes tient au calendrier des déplacements.
Services, fournitures et matériel de bureau	95	70	25	36 %	258	184	74	40 %	La hausse pour les deux périodes s'explique par une augmentation de la demande en matière de services, fournitures et matériel de bureau.
Infonuagique	95	36	59	164 %	387	62	325	524 %	La hausse pour les deux périodes est due à la comptabilisation des services infonuagiques à part des contrats d'entretien de logiciels.
Location de matériel	213	28	185	661 %	455	60	395	658 %	La hausse pour les deux périodes est liée au fait que, désormais, CDC prend en location les appareils informatiques des employés plutôt que de les acheter et de les inscrire à l'actif.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

	Trimestre clos le 31 décembre 2019 <i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Réinstallations de personnel	67	41	26	63 %	297	95	202	213 %	La hausse pour les deux périodes est due aux détachements temporaires et permanents de personnel en réponse à la demande de clients.
Hébergement	77	66	11	17 %	154	148	6	4 %	Les hausses pour les deux périodes sont attribuables au calendrier des réunions internes qui ont nécessité des hébergements.
Services et communications client	48	55	(7)	-13 %	98	115	(17)	-15 %	Les diminutions pour les deux périodes tiennent aux moments auxquels les frais de communication ont été engagés.
Impression et papeterie	23	21	2	10 %	57	58	(1)	-2 %	La variation du dernier trimestre est attribuable à la hausse des besoins en impression et papeterie.
Mobilier et agencements	17	46	(29)	-63 %	222	94	128	136 %	La hausse pour le cumul de l'exercice tenait à l'achat de mobilier neuf pour les bureaux régionaux de l'Ouest et de l'Ontario.
Abonnements et adhésions	12	18	(6)	-33 %	42	48	(6)	-13 %	Les diminutions pour les deux périodes tiennent aux moments auxquels les frais d'abonnement et d'adhésion ont été engagés.
Matériel informatique	7	15	(8)	-53 %	23	49	(26)	-53 %	La baisse pour les deux périodes est liée à la moins grande demande de matériel attribuable au fait que CDC prend désormais en location ses ordinateurs.
Affranchissement et transport de marchandises	12	6	6	100 %	26	21	5	24 %	Les variations sont négligeables.
Logiciels	17	19	(2)	-11 %	26	56	(30)	-54 %	La baisse pour les deux périodes est due au fait que CDC loue désormais la plupart des appareils informatiques de son personnel avec des logiciels préinstallés.
Recrutement	19	4	15	375 %	41	37	4	11 %	La hausse pour les deux périodes tient aux moments auxquels les frais de recrutement ont été engagés.
Autres	5	14	(9)	-64 %	16	33	(17)	-52 %	La baisse pour les deux périodes est imputable aux coûts de vente de matériel informatique après le passage de CDC à la location d'appareils individuels, coûts contrebalancés par la hausse des améliorations locatives au cours de l'exercice précédent.
	<b>2 519 \$</b>	<b>2 474 \$</b>	<b>45</b>	<b>2 %</b>	<b>7 356 \$</b>	<b>6 220 \$</b>	<b>1 136</b>	<b>18 %</b>	

#### FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements sont les charges engagées par la Société pour des déplacements et certaines activités exercées dans le cadre de travaux réalisés pour le compte du MDN. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 760 000 \$ pour le troisième trimestre, en baisse de 231 000 \$, ou environ 23 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les frais de déplacement et décaissements totalisent 2,6 millions de dollars, en baisse de 201 000 \$, ou environ 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Ces variations sont liées au moment où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Frais de déplacement et décaissements	760 \$	991 \$	(231)	-23 %	2 632 \$	2 883 \$	(201)	-7 %

#### DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a augmenté de 158 %, ou 429 000 \$, au troisième trimestre, et de 132 %, ou 1,2 million de dollars, pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse de l'amortissement des immobilisations corporelles tient à l'ajout d'actifs liés au droit d'utilisation par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, contrebalancée par une diminution de l'amortissement des immobilisations corporelles. Cette diminution s'explique par le fait que la Société prend désormais en location son matériel informatique, ce qui lui a permis de réduire ses investissements dans ce type de matériel. La baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles tient au fait que, désormais, la Société privilégie les « logiciels à la demande » à leur acquisition proprement dite.

	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	564 \$	– \$	564	100 %	1 657 \$	– \$	1 657	100 %
Amortissement des immobilisations corporelles	114	214	(100)	-47 %	351	715	(364)	-51 %
Amortissement des actifs loués	–	22	(22)	-100 %	–	69	(69)	-100 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	22	35	(13)	-37 %	61	106	(45)	-42 %
	700 \$	271 \$	429	158 %	2 069 \$	890 \$	1 179	132 %

#### 5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le troisième trimestre de la Société s'est soldé par une perte nette et globale de 2,5 millions de dollars, contre une perte nette et globale de 1,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 43 %. Les trois premiers trimestres de l'exercice en cours se soldent par une perte nette et globale de 4,4 millions de dollars, contre une perte nette et globale de 1,4 million de dollars à l'exercice précédent. Les pertes subies pour les deux périodes sont attribuables à un plus faible taux d'utilisation du personnel découlant de la mise en œuvre plus lente du programme du MDN, ainsi qu'à une perte de productivité liée à l'interruption des services de TI éprouvée à l'automne, qui ont fait monter les charges salariales indirectes. Comme prévu, les charges opérationnelles et frais d'administration ont également augmenté par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Résultat net et résultat global	<b>(2 457) \$</b>	<b>(1 717) \$</b>	<b>(740)</b>	<b>43 %</b>	<b>(4 372) \$</b>	<b>(1 392) \$</b>	<b>(2 980)</b>	<b>214 %</b>

#### 5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

##### GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2018-2019*.

##### TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 22,0 millions de dollars au 31 décembre 2019, en baisse de 6,2 millions de dollars par rapport au 31 mars 2019.

Au 31 décembre 2019, le solde de trésorerie s'élève à 10,6 millions de dollars, en hausse de 538 000 \$, ou 5 %, par rapport à la clôture de 2018-2019. Au cours des trois trimestres qui ont suivi le 31 mars 2019, la Société a affecté 4 millions de dollars de trésorerie à des activités opérationnelles, investi 0,4 million de dollars en immobilisations, racheté 6,7 millions de dollars de placements et dépensé 1,7 million de dollars pour s'acquitter d'obligations locatives.

Au 31 décembre 2019, les placements (courants et non courants) totalisent 11,4 millions de dollars, en baisse de 6,7 millions de dollars par rapport à la clôture de 2018-2019. La baisse est principalement attribuable au rachat de placements, dont le produit a été réinjecté dans les opérations. Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique que le Conseil d'administration a approuvée. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

#### CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à l'un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 31 décembre 2019, les créances clients se chiffrent à 24,2 millions de dollars, en hausse de 2,9 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au 31 mars 2019. Cette hausse découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN. La perception de l'ensemble de ces créances semble assurée.

#### PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 18,5 millions de dollars au 31 décembre 2019, en hausse de 1,9 million de dollars, ou 11 %, par rapport au 31 mars 2019. Cette hausse des passifs courants découle essentiellement de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* et du montant constaté au titre de l'obligation locative courante. A également joué dans cette hausse la comptabilisation de produits différés liés à des contrats à forfait.

#### TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

	Au 31 décembre 2019	Au 31 mars 2019	Variation	
			\$	%
(en milliers de dollars)				
Trésorerie	10 604 \$	10 066 \$	538	5 %
Placements	11 410	18 104	(6 694)	-37 %
<b>Trésorerie et placements</b>	<b>22 014 \$</b>	<b>28 170 \$</b>	<b>(6 156)</b>	<b>-22 %</b>
<b>Créances clients</b>	<b>24 190 \$</b>	<b>21 321 \$</b>	<b>2 869</b>	<b>13 %</b>
<b>Passifs courants</b>	<b>18 490 \$</b>	<b>16 607 \$</b>	<b>1 883</b>	<b>11 %</b>

#### 5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Cette estimation est établie tous les trois ans par un actuair. Au 31 décembre 2019, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 30,2 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la clôture de 2018-2019. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 mars 2019	Variation	
			\$	%
(en milliers de dollars)				
Partie courante	2 863 \$	2 863 \$	-	0 %
Partie non courante	27 375	25 335	2 040	8 %
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>30 238 \$</b>	<b>28 198 \$</b>	<b>2 040</b>	<b>7 %</b>

#### 5.7 ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

La Société prend en location des locaux à bureaux, des installations pour le matériel informatique et des copieurs multifonctionnels. Les actifs loués ont été reclassés dans les actifs titre d'actifs liés au droit d'utilisation en date du 1<sup>er</sup> avril 2019. La baisse à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 est due aux amortissements.

(en milliers de dollars)

Actifs liés au droit d'utilisation à l'adoption d'IFRS 16	
<i>Contrats de location</i>	8 501 \$
Actifs loués existants	141
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2019 : actifs liés au droit d'utilisation</b>	<b>8 642 \$</b>
Plus les acquisitions	723
Moins l'amortissement	(1 657)
<b>Solde de clôture au 31 décembre 2019</b>	<b>7 708 \$</b>

#### 5.8 OBLIGATION LOCATIVE

L'obligation locative se rapporte aux actifs liés au droit d'utilisation ainsi qu'aux obligations liées à des contrats de location.

(en milliers de dollars)

Obligation locative à l'adoption d'IFRS 16	
<i>Obligation locative à l'adoption d'IFRS Contrats de location</i>	8 501 \$
Reclassement de l'obligation locative existante	147
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2019 : Obligation locative</b>	<b>8 648 \$</b>
Moins les paiements de la période	(1 690)
Plus l'ajout d'actifs liés au droit d'utilisation	723
Plus l'intérêt sur l'obligation	159
<b>Solde de clôture au 31 décembre 2019</b>	<b>7 840 \$</b>

#### ANALYSE ÉCHÉANCES

(en milliers de dollars)

1 an ou moins	1 475 \$
De 1 à 2 ans	1 006
De 2 à 5 ans	5 034
Plus de 5 ans	325
<b>Total</b>	<b>7 840 \$</b>

### 5.9 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

La seule activité d'investissement de la Société au troisième trimestre a concerné l'ajout d'un actif lié au droit d'utilisation. La note 5 des états financiers présente plus de détails sur l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*. L'augmentation des dépenses d'investissement est également liée aux coûts des améliorations locatives apportées au bureau régional de l'Ontario.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
Actifs liés au droit d'utilisation	48 \$	– \$	48	100 %	9 223 \$	– \$	9 223	100 %
Immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	13	(13)	-100 %
Matériel informatique	127	7	120	1 714 %	127	7	120	1 714 %
Mobilier et agencements	–	–	–	0 %	–	6	(6)	-100 %
Améliorations locatives	38	5	33	660 %	247	5	242	4 840 %
	<b>213 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>201</b>	<b>1 675 %</b>	<b>9 597 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>9 566</b>	<b>30 858 %</b>

### 5.10 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

De façon générale, les résultats réels de la Société pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 sont inférieurs aux projections du Plan d'entreprise (le « Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont de 9 % inférieurs aux projections du Plan. Ce recul s'explique par une diminution de la demande de services de la part du MDN qui s'est révélée plus marquée que ce qui avait été prévu dans le Plan, ainsi que par une baisse attribuable en partie à l'interruption des services de TI survenue à l'automne (environ 1 million de dollars).

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard sont de 36 % supérieurs aux projections du Plan en raison des moments où sont engagés les frais de déplacement et les décaissements dans le cadre des travaux réalisés par la Société au nom du MDN.

Les produits financiers sont supérieurs au Plan en raison d'un rendement de la trésorerie détenue dans le compte qui s'est révélé supérieur aux attentes.

CDC a comptabilisé des produits locatifs de 664 000 \$ tirés de la sous-location d'un actif au titre du droit d'utilisation, qui ont été recouverts auprès du MDN par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

Les salaires et charges sociales sont de 4 % inférieurs au Plan en raison d'une baisse plus élevée que prévu de la demande de la part du client-partenaire.

Les charges d'exploitation et frais d'administration sont de 6 % inférieurs aux projections, en raison de l'échéancier des frais de migration des serveurs informatiques à l'infonuagique, et de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

La dotation aux amortissements est de 1 % supérieure aux projections en raison de la hausse des dépenses d'investissement.



Les dépenses d'investissement sont de 10 % supérieures aux projections en raison de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, le montant inscrit à l'actif pour les contrats de location ayant été supérieur au montant prévu dans le Plan. Ont également contribué à l'augmentation les coûts d'achat de matériel informatique et le coût des améliorations locatives pour les bureaux régionaux de l'Ontario et de l'Ouest.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
<b>Produits</b>				
Produits tirés des services facturés	84 571 \$	93 405 \$	(8 834)	-9 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	2 632	1 940	692	36 %
Produits financiers	504	488	16	3 %
Produits locatifs	664	–	664	100 %
	<b>88 371</b>	<b>95 833</b>	<b>(7 462)</b>	<b>-8 %</b>
<b>Charges</b>				
Salaires et charges sociales	80 527	83 773	(3 246)	-4 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	7 356	9 030	(1 674)	-19 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrables	2 632	1 940	692	36 %
Dotation aux amortissements	2 228	1 470	758	52 %
	<b>92 743</b>	<b>96 213</b>	<b>(3 470)</b>	<b>-4 %</b>
<b>Résultat net et résultat global</b>	<b>(4 372) \$</b>	<b>(380) \$</b>	<b>(3 992)</b>	<b>-1 051 %</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>9 597 \$</b>	<b>8 759 \$</b>	<b>838</b>	<b>10 %</b>

5.11 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS AVEC LE MDN

Les charges de la Société liées aux marchés exécutés dans le cadre du programme du MDN pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 ont diminué de 129,8 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les charges ont diminué de 173,9 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement due à un déploiement réduit et plus lent que prévu du programme du MDN.

CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Variation	
			\$	%			\$	%
Atlantique	39 213 \$	66 150 \$	(26 937)	-41 %	97 990 \$	130 920 \$	(32 930)	-25 %
Québec	39 423	65 119	(25 696)	-39 %	118 009	140 259	(22 250)	-16 %
RCN	22 961	51 966	(29 005)	-56 %	92 500	117 724	(25 224)	-21 %
Ontario	63 097	82 226	(19 129)	-23 %	167 752	182 787	(15 035)	-8 %
Ouest	58 738	87 812	(29 074)	-33 %	136 589	215 072	(78 483)	-36 %
	<b>223 432 \$</b>	<b>353 273 \$</b>	<b>(129 841)</b>	<b>-37 %</b>	<b>612 840 \$</b>	<b>786 762 \$</b>	<b>(173 922)</b>	<b>-22 %</b>

**ÉTATS  
FINANCIERS  
INTERMÉDIAIRES  
RÉSUMÉS  
NON AUDITÉS**

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.



Derrick Cheung  
*Président et premier dirigeant*



Juliet S. Woodfield, FCPA, FCA  
*Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances*

Ottawa, Canada  
Le 28 février 2020

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 31 décembre 2019	Au 31 mars 2019
<b>Actif</b>			
Trésorerie		<b>10 604 \$</b>	10 066 \$
Placements	7	<b>2 110</b>	2 502
Créances clients	13	<b>24 190</b>	21 321
Charges payées d'avance et autres actifs courants		<b>3 217</b>	1 487
Autres créances		<b>1 679</b>	1 805
<b>Actifs courants</b>		<b>41 800</b>	37 181
Placements	7	<b>9 300</b>	15 602
Actifs liés droit d'utilisation	10	<b>7 708</b>	-
Immobilisations corporelles	9	<b>861</b>	838
Immobilisations incorporelles		<b>73</b>	131
Actifs loués		<b>-</b>	141
<b>Actifs non courants</b>		<b>17 942</b>	16 712
<b>Total de l'actif</b>		<b>59 742 \$</b>	53 893 \$
<b>Passif</b>			
Fournisseurs et dettes diverses		<b>13 539 \$</b>	13 664 \$
Produits différés	8	<b>613</b>	-
Partie courante de l'Obligation locative liée au droit d'utilisation	11	<b>1 475</b>	-
Partie courante des obligations liées à des contrats de location		<b>-</b>	80
Partie courante des avantages du personnel	12	<b>2 863</b>	2 863
<b>Passifs courants</b>		<b>18 490</b>	16 607
Obligation locative liée au droit d'utilisation	11	<b>6 365</b>	-
Obligation locative liée à des contrats de location		<b>-</b>	67
Avantages du personnel	12	<b>27 375</b>	25 335
<b>Passifs non courants</b>		<b>33 740</b>	25 402
<b>Total du passif</b>		<b>52 230</b>	42 009
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions :			
Autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale			
Émis : 32 actions ordinaires			
		<b>-</b>	-
Résultats non distribués		<b>7 512</b>	11 884
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>7 512</b>	11 884
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>59 742 \$</b>	53 893 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018
Produits tirés des services facturés	13	<b>28 051 \$</b>	28 111 \$	<b>84 571 \$</b>	82 577 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		<b>760</b>	991	<b>2 632</b>	2 833
Produits locatifs		<b>221</b>	–	<b>664</b>	–
Produits financiers		<b>141</b>	151	<b>504</b>	451
<b>Total des produits</b>		<b>29 173</b>	29 253	<b>88 371</b>	85 861
Salaires et charges sociales		<b>27 590</b>	27 232	<b>80 527</b>	77 306
Charges opérationnelles et frais d'administration	14	<b>2 519</b>	2 474	<b>7 356</b>	6 220
Frais de déplacement et décaissements		<b>760</b>	991	<b>2 632</b>	2 833
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	<b>564</b>	–	<b>1 657</b>	–
Amortissement des immobilisations corporelles	9	<b>114</b>	214	<b>351</b>	715
Amortissement des actifs loués		–	22	–	69
Amortissement des immobilisations incorporelles		<b>22</b>	35	<b>61</b>	106
Charges financières	11	<b>61</b>	2	<b>159</b>	4
<b>Total des charges</b>		<b>31 630</b>	30 970	<b>92 743</b>	87 253
<b>Résultat net de la période et résultat global</b>		<b>(2 457) \$</b>	(1 717) \$	<b>(4 372) \$</b>	(1 392) \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

(en milliers de dollars)	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 septembre 2019	– \$	9 969 \$	9 969 \$
Résultat de la période		(2 457)	(2 457)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>– \$</b>	<b>7 512 \$</b>	<b>7 512 \$</b>
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 septembre 2018	– \$	5 523 \$	5 523 \$
Résultat de la période		(1 717)	(1 717)
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>– \$</b>	<b>3 806 \$</b>	<b>3 806 \$</b>
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2019	– \$	11 884 \$	11 884 \$
Résultat de la période		(4 372)	(4 372)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>– \$</b>	<b>7 512 \$</b>	<b>7 512 \$</b>
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2018	– \$	5 198 \$	5 198 \$
Résultat de la période		(1 392)	(1 392)
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>– \$</b>	<b>3 806 \$</b>	<b>3 806 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Note	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2019	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>					
Résultat net de la période		<b>(2 457) \$</b>	(1 717) \$	<b>(4 372) \$</b>	(1 392) \$
<b>Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>					
Charge au titre des avantages du personnel		<b>832</b>	967	<b>2 494</b>	2 901
Avantages du personnel versés		<b>(132)</b>	(179)	<b>(454)</b>	(505)
Amortissement des actifs liés droit d'utilisation	10	<b>564</b>	–	<b>1 657</b>	–
Amortissement des actifs loués		–	22	–	69
Amortissement des immobilisations corporelles	9	<b>114</b>	214	<b>351</b>	715
Amortissement des immobilisations incorporelles		<b>22</b>	35	<b>61</b>	106
Amortissement des primes d'investissement		<b>11</b>	18	<b>54</b>	71
Intérêt payé sur les obligations liées au droit d'utilisation		<b>61</b>	–	<b>159</b>	–
<b>Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel</b>					
Créances clients		<b>214</b>	2 185	<b>(2 869)</b>	(1 330)
Charges payées d'avance et autres actifs courants		<b>(1 775)</b>	(354)	<b>(1 730)</b>	914
Autres créances (salariales)		<b>45</b>	13	<b>126</b>	110
Fournisseurs et dettes diverses		<b>(472)</b>	(77)	<b>(125)</b>	(485)
Produits différés (charges différées)		<b>(448)</b>	(64)	<b>613</b>	1 495
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>		<b>(3 421)</b>	1 063	<b>(4 035)</b>	2 669
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Acquisition de placements		–	–	<b>(115)</b>	(898)
Rachat de placements		<b>4 928</b>	–	<b>6 752</b>	1 686
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	<b>(165)</b>	(11)	<b>(374)</b>	(15)
Acquisition d'actifs liés droit d'utilisation	10	<b>(48)</b>	–	<b>(723)</b>	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles		–	(1)	–	(14)
Cession d'actifs liés droit d'utilisation		–	4	–	4
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>4 715</b>	(8)	<b>5 540</b>	763
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Remboursement d'obligations locatives		<b>(588)</b>	(26)	<b>(1 690)</b>	(68)
Acquisition d'obligations locatives		<b>48</b>	–	<b>723</b>	–
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>(540)</b>	(26)	<b>(967)</b>	(68)
Augmentation de la trésorerie au cours de la période		<b>754</b>	1 029	<b>538</b>	3 364
Trésorerie à l'ouverture de la période		<b>9 850</b>	6 307	<b>10 066</b>	3 972
Trésorerie à la clôture de la période		<b>10 604 \$</b>	7 336 \$	<b>10 604 \$</b>	7 336 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

## AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

### NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

#### NOTE 1 : RÉSUMÉ DES POUVOIRS ET DES OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société relève de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat.

La Société a pour mandat de fournir des services d'approvisionnement, de gestion de marchés de construction, de soutien professionnel et d'exploitation, ainsi que de fournir un soutien aux infrastructures tout au long de leur cycle de vie, pour assurer la défense et la sécurité du Canada. Depuis les tout débuts, les services de la Société s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (le « MDN »). D'autres ministères et organismes publics jouant un rôle dans la défense et la sécurité du Canada peuvent aussi faire appel à ses services. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation de frais en échange des services fournis.

#### NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.



### **NOTE 3 : SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES**

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

### **NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES**

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

### **NOTE 5 : APPLICATION DE NORMES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES**

IFRS 16 *CONTRATS DE LOCATION* : Le 1<sup>er</sup> avril 2019, la Société a commencé à appliquer IFRS 16 *Contrats de location* selon la méthode d'application rétrospective modifiée. Selon cette méthode, la Société a appliqué la norme de manière rétrospective seulement pour la période la plus récente présentée dans les états financiers intermédiaires résumés, et comptabilisé l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 à titre d'ajustement à l'état de la situation financière d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2019. Aussi n'y a-t-il pas eu retraitement des données comparatives de 2018-2019 présentées dans les états financiers intermédiaires résumés pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, et les contrats de location ont continué d'être comptabilisés selon les méthodes comptables présentées à la note 17 des états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les activités de location de la Société portent essentiellement sur des locaux à bureaux et des copieurs multifonctionnels.

À titre de preneur, la Société classait auparavant les contrats de location comme contrats de location simple ou de location-financement, selon qu'elle estimait que la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs sous-jacents lui avaient été transférés. Conformément à IFRS 16, la Société a comptabilisé des actifs liés au droit d'utilisation et des passifs liés à la location pour la majorité de ses contrats de location.

Au moment de la transition, la Société était partie à des contrats de location de copieurs multifonctionnels qui avaient été classés comme des contrats de location-financement en vertu de la norme précédente, IAS 17. Pour ce qui est des contrats classés comme contrats de location simple, la Société a calculé l'obligation locative pour les contrats de location simple existants, autres que les contrats à court terme ou de peu de valeur, selon la valeur des paiements de loyer restants actualisée au taux d'emprunt marginal au 1<sup>er</sup> avril 2019. Les actifs liés au droit d'utilisation représentent un montant correspondant à l'obligation locative, ajusté en fonction du montant des loyers payés d'avance ou à payer, d'éventuels incitatifs à la location, des coûts directs initialement engagés s'il en est et des frais estimés devant être engagés dans la restauration des sites ou le démantèlement des actifs sous jacents.

En choisissant d'adopter la méthode d'application rétrospective modifiée, la Société a calculé l'obligation locative selon le taux d'emprunt marginal, lequel se situait dans une fourchette de 3 % à 3,16 % au 1<sup>er</sup> avril 2019.

Au moment d'appliquer IFRS 16 aux contrats de location précédemment classés comme contrats de location simple au titre d'IAS 17, la Société a eu recours aux mesures de simplification suivantes :

- elle a appliqué un taux d'actualisation unique à tous les contrats de location ayant les mêmes caractéristiques au sein de son portefeuille;
- elle a retenu l'exception lui permettant de ne pas comptabiliser les actifs et les passifs liés au droit d'utilisation dont la durée du contrat de location est inférieure à 12 mois;
- elle a retenu l'exception lui permettant de ne pas comptabiliser les actifs et les passifs liés au droit d'utilisation pour les contrats de peu de valeur, à savoir de moins de 5 000 \$;
- elle a évalué rétrospectivement la durée de chaque contrat de location selon que le contrat prévoyait ou non des options de prolongation ou de résiliation.

À titre de bailleur, la Société continuera de classer les sous-locations à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement, après avoir réévalué la nature des sous-locations à la faveur de la transition à IFRS 16. Selon cette norme, le classement est déterminé par référence à l'actif lié au droit d'utilisation plutôt qu'à l'actif sous-jacent. La comptabilisation du bailleur est également demeurée essentiellement inchangée par rapport à IAS 17, et la Société continuera de comptabiliser les produits locatifs tirés de contrats de location simple.

Au 1<sup>er</sup> avril 2019, l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société se traduit par la comptabilisation de 8,5 millions de dollars liés aux actifs et aux passifs liés au droit d'utilisation. Par suite de l'adoption d'IFRS 16, les intérêts et l'amortissement des immobilisations corporelles de la Société ont augmenté, tandis que les charges locatives ont diminué pour ne tenir compte que des charges d'exploitation liées à des contrats de location de locaux à bureaux.

Le tableau ci-après présente les variations du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 2019.

	Au 31 mars 2019	Ajustement au titre d'IFRS 16	Au 1 <sup>er</sup> avril 2019
<b>Actif</b>			
<b>Actifs courants</b>	<b>37 181 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>37 181 \$</b>
Actifs liés au droit d'utilisation	-	8 501	8 501
Actifs non courants	16 712	8 501	25 213
<b>Total de l'actif</b>	<b>53 893 \$</b>	<b>8 501 \$</b>	<b>62 394 \$</b>
<b>Passif</b>			
Partie courante de l'obligation locative liée au droit d'utilisation	- \$	1 779 \$	1 779 \$
<b>Passifs courants</b>	<b>16 607</b>	<b>1 779</b>	<b>18 386</b>
Obligation locative liée au droit d'utilisation	-	6 772	6 722
Passifs non courants	25 402	6 772	32 124
<b>Total du passif</b>	<b>42 009 \$</b>	<b>8 501 \$</b>	<b>50 510 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Résultats non distribués	11 884 \$	- \$	11 884 \$
Total des capitaux propres	11 884	-	11 884
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>53 893 \$</b>	<b>8 501 \$</b>	<b>62 394 \$</b>

Le montant des engagements relatifs aux contrats de location simple de locaux à bureaux a été éliminé parce qu'ils sont tous considérés comme des contrats de location en vertu d'IFRS 16 et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

**NOTE 6 : NOUVELLE NORME IFRS RÉVISÉE PUBLIÉE, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR**

Au cours du trimestre, ni l'IASB ni le comité d'interprétation des IFRS n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations qui pourraient avoir une incidence sur la Société dans l'avenir.

**NOTE 7 : PLACEMENTS**

Les placements se composent d'obligations du Canada, de Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 4,92 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85 % à 7,22 %), de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 1,81 % à 2,82 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de 2019 à 2030 et celles des CPG, de 2019 à 2024, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements de la Société est constituée d'instruments échéant à moins de 12 mois.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 mars 2019
Partie courante	<b>2 110 \$</b>	2 502 \$
Partie non courante	<b>9 300</b>	15 602
<b>Total</b>	<b>11 410 \$</b>	18 104 \$

	Au 31 décembre 2019	Au 31 mars 2019
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations :		
du Canada	- \$	502 \$
des Provinces	<b>3 558</b>	6 972
de sociétés	<b>867</b>	3 755
<b>Total des obligations</b>	<b>4 425</b>	11 229
Certificats de placement garanti	<b>6 875</b>	6 875
Fonds communs de placement	<b>110</b>	-
<b>Total</b>	<b>11 410 \$</b>	18 104 \$

	Au 31 décembre 2019	Au 31 mars 2019
Juste valeur		
Obligations :		
du Canada	- \$	510 \$
de Provinces	<b>4 086</b>	7 332
de sociétés	<b>1 051</b>	3 977
<b>Total des obligations</b>	<b>5 137</b>	11 819
Certificats de placement garanti	<b>6 903</b>	6 912
Fonds communs de placement	<b>100</b>	-
<b>Total</b>	<b>12 140 \$</b>	18 731 \$

#### NOTE 8 : PRODUITS DIFFÉRÉS

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque, à la date de clôture, le montant facturé pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Pour la période close le 31 décembre 2019, les produits différés s'élèvent à 613 000 \$, contre néant au 31 mars 2019. Des différences temporaires peuvent se produire au cours de certaines périodes de l'exercice financier à l'égard de contrats de services à forfait, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

**NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	Au 31 décembre 2019	Au 31 mars 2019
Coût	5 532 \$	5 158 \$
Moins le cumul des amortissements	4 671	4 320
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>861 \$</b>	<b>838 \$</b>
<b>Valeur comptable nette par catégorie d'actifs</b>		
Matériel informatique	439 \$	590 \$
Mobilier et agencements	181	239
Améliorations locatives	241	9
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>861 \$</b>	<b>838 \$</b>

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 mars 2019	2 643 \$	953 \$	1 562 \$	5 158 \$
Plus les acquisitions	127	-	247	374
Moins les cessions	-	-	-	-
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>2 770 \$</b>	<b>953 \$</b>	<b>1 809 \$</b>	<b>5 532 \$</b>

Les variations liées au cumul des amortissements sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
<b>Cumul des amortissements</b>				
Solde au 31 mars 2019	2 053 \$	714 \$	1 553 \$	4 320 \$
Plus l'amortissement	278	58	15	351
Moins les cessions	-	-	-	-
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>2 331 \$</b>	<b>772 \$</b>	<b>1 568 \$</b>	<b>4 671 \$</b>

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

**NOTE 10 : ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION**

Les actifs liés au droit d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux, des installations pour le matériel informatique et des copieurs multifonctionnels. Les éléments liés à des actifs loués à l'exercice précédent dans le cadre de contrats de location-financement ont été additionnés au solde d'ouverture pour le calcul du total. Au 1<sup>er</sup> avril 2019, les acquisitions au titre d'IFRS 16 *Contrats de location* totalisaient 8 501 \$, comme l'indique la note 5, auxquelles s'ajoutaient des actifs loués existants de 141 \$ reclassés parmi les actifs liés au droit d'utilisation, pour un total de 8 642 \$.

	Au Au 31 décembre 2019	Au 1 <sup>er</sup> avril 2019
Coût	9 271 \$	8 642 \$
Moins le cumul des amortissements	(1 563)	-
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>7 708 \$</b>	<b>8 642 \$</b>

**Coût**

Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	8 642 \$
Plus les acquisitions	723
Moins les cessions	(94)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>9 271 \$</b>

**Cumul des amortissements**

Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	-
Plus les amortissements	1 657
Moins les cessions	(94)
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>1 563 \$</b>

**NOTE 11 : OBLIGATION LOCATIVE AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION**

	Au 31 décembre 2019	Au 1 <sup>er</sup> avril 2019
Partie courante	1 475 \$	1 859 \$
Partie non courante	6 365	6 789
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>7 840 \$</b>	<b>8 648 \$</b>

**Coût**

Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	8 648 \$
Plus les acquisitions	723
Moins les paiements	(1 690)
Plus les charges d'intérêts	159
<b>Solde au 30 septembre 2019</b>	<b>7 840 \$</b>

**Analyse des échéances**

Un an ou moins	1 475 \$
De 1 à 2 ans	1 006
De 2 à 5 ans	5 034
Plus de 5 ans	325
<b>Total</b>	<b>7 840 \$</b>

#### NOTE 12 : AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME  
s avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses employés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 mars 2019
Partie courante des avantages du personnel	2 863 \$	2 863 \$
Partie non courante des avantages du personnel	27 375	25 335
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>30 238 \$</b>	<b>28 198 \$</b>

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2018-2019*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 1<sup>er</sup> avril 2017, et la prochaine est prévue pour avril 2020.

#### NOTE 13 : COMPTABILISATION DES PRODUITS

##### PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

La Société tire ses produits de la prestation de services de gestion des marchés, de planification de projets, d'approvisionnement et de gestion de biens immobiliers. Les produits sont comptabilisés une fois que les services sont rendus. La Société touche les paiements de ses clients selon un cycle de facturation mensuel conforme aux dispositions des accords sur les niveaux de service (ANS). Tous les ANS ont une durée équivalant à l'exercice financier, et ils sont renégociés et conclus chaque année en fonction de la nature du financement pour les clients. À chaque exercice, selon les besoins, des ANS existants peuvent être révisés et de nouveaux ANS, conclus.

Les ANS sont tarifés selon le temps de travail effectué (prix horaires) ou selon le forfait établi (prix forfaitaires). Dans le cas des ANS à prix horaires, les clients et la Société conviennent d'un certain nombre d'heures de service que le personnel de la Société s'engage à fournir au client durant l'année. Les services fournis au cours d'un mois donné sont facturés mensuellement au client à partir du temps réellement passé au travail et selon les taux de facturation convenus dans l'ANS en cause. En ce qui concerne les ANS à forfait, un montant fixe, convenu dans l'ANS, est facturé chaque mois au client. La plupart des ANS ont des modalités de paiement standards à 30 jours.

Étant donné que de nouveaux ANS sont conclus chaque année, il n'existe pas de passifs qui soient liés à des paiements anticipés reçus ni d'actifs liés à l'exécution de l'ANS avant la perception de paiements. Il n'existe aucun risque de mauvaises créances parce que, dans le cadre des ANS, la Société facture les services déjà rendus aux clients, et que la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige des entités publiques qu'elles s'acquittent de tous les services valides qui leur sont facturés.

La Société ne tire pas de produits de la vente de biens ni de la réception de dividendes ou de redevances.



### 13.1 FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

La Société recouvre, auprès des clients, les frais de déplacement et décaissements engagés dans la prestation de services dans le cadre des ANS. Aucune majoration des coûts n'y est ajoutée.

### 13.2 PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement et la méthode du taux d'intérêt effectif.

### 13.3 VENTILATION DE L'INFORMATION SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région.

Trimestre clos le 31 décembre 2019

Région	Secteur d'activité						
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 231 \$	977 \$	311 \$	277 \$	167 \$	284 \$	<b>4 247 \$</b>
Québec	2 051	1 314	319	325	243	279	<b>4 531</b>
Capitale nationale	1 094	2 006	1 089	105	92	301	<b>4 687</b>
Ontario	3 281	1 269	570	428	898	395	<b>6 841</b>
Ouest	3 835	1 949	119	606	356	346	<b>7 211</b>
Siège social	43	–	2	176	313	–	<b>534</b>
Total des produits, par secteur d'activité	<b>12 535 \$</b>	<b>7 515 \$</b>	<b>2 410 \$</b>	<b>1 917 \$</b>	<b>2 069 \$</b>	<b>1 605 \$</b>	<b>28 051 \$</b>

Période de neuf mois close le 31 décembre 2019

Région	Secteur d'activité						
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	6 736 \$	2 968 \$	939 \$	920 \$	472 \$	865 \$	<b>12 900 \$</b>
Québec	6 411	3 764	976	978	740	872	<b>13 741</b>
Capitale nationale	3 058	6 189	3 487	503	276	823	<b>14 336</b>
Ontario	9 753	4 141	1 368	1 406	2 391	1 231	<b>20 290</b>
Ouest	11 360	6 037	417	2 016	1 147	958	<b>21 935</b>
Siège social	105	4	2	443	815	–	<b>1 369</b>
Total des produits, par secteur d'activité	<b>37 423 \$</b>	<b>23 103 \$</b>	<b>7 189 \$</b>	<b>6 266 \$</b>	<b>5 841 \$</b>	<b>4 749 \$</b>	<b>84 571 \$</b>

Trimestre clos le 31 décembre 2018

**Secteur d'activité**

Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 330 \$	924 \$	277 \$	330 \$	155 \$	270 \$	4 286 \$
Québec	2 304	1 225	374	397	282	309	4 891
Capitale nationale	830	2 009	1 100	288	130	361	4 718
Ontario	3 329	1 281	316	486	649	446	6 507
Ouest	3 750	2 063	239	583	490	256	7 381
Siège social	35	–	1	39	253	–	328
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>12 578 \$</b>	<b>7 502 \$</b>	<b>2 307 \$</b>	<b>2 123 \$</b>	<b>1 959 \$</b>	<b>1 642 \$</b>	<b>28 111 \$</b>

Période de neuf mois close le 31 décembre 2018

**Secteur d'activité**

Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	6 827 \$	2 969 \$	814 \$	1 008 \$	503 \$	739 \$	12 860 \$
Québec	6 326	3 607	1 219	1 145	961	989	14 247
Capitale nationale	2 344	5 669	3 474	896	396	939	13 718
Ontario	10 110	3 844	873	1 493	1 886	1 219	19 425
Ouest	10 847	5 939	821	1 714	1 318	752	21 391
Siège social	114	–	2	56	766	(2)	936
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>36 568 \$</b>	<b>22 028 \$</b>	<b>7 203 \$</b>	<b>6 312 \$</b>	<b>5 830 \$</b>	<b>4 636 \$</b>	<b>82 577 \$</b>

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

**Produits horaires**

Région	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Période de neuf mois clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois clos le 31 décembre 2018
Atlantique	1 345 \$	1 413 \$	4 058 \$	4 088 \$
Québec	1 482	1 228	4 171	3 290
Capitale nationale	4 692	4 576	14 245	13 314
Ontario	1 918	1 845	5 702	5 275
Ouest	1 494	1 644	4 742	4 890
Siège social	423	295	1 132	853
<b>Total des produits horaires</b>	<b>11 354 \$</b>	<b>11 001 \$</b>	<b>34 050 \$</b>	<b>31 710 \$</b>

**Produits forfaitaires**

Région	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Période de neuf mois clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois clos le 31 décembre 2018
Atlantique	2 904 \$	2 873 \$	8 842 \$	8 772 \$
Québec	3 049	3 663	9 570	10 957
Capitale nationale	–	142	91	404
Ontario	4 926	4 662	14 589	14 150
Ouest	5 708	5 737	17 193	16 501
Siège social	110	33	236	83
<b>Total des produits forfaitaires</b>	<b>16 697 \$</b>	<b>17 110 \$</b>	<b>50 521 \$</b>	<b>50 867 \$</b>
<b>Total des produits</b>	<b>28 051 \$</b>	<b>28 111 \$</b>	<b>84 571 \$</b>	<b>82 577 \$</b>

**NOTE 14 : CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS D'ADMINISTRATION**

	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Période de neuf mois clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois clos le 31 décembre 2018
Honoraires	<b>564 \$</b>	341 \$	<b>1 817 \$</b>	742 \$
Formation et perfectionnement	<b>307</b>	313	<b>792</b>	864
Entretien de logiciels	<b>307</b>	497	<b>860</b>	1 176
Exploitation d'installations louées	<b>266</b>	–	<b>735</b>	–
Téléphonie et télématique	<b>215</b>	224	<b>632</b>	597
Déplacements professionnels	<b>153</b>	178	<b>420</b>	416
Services, fournitures et matériel de bureau	<b>95</b>	70	<b>257</b>	184
Infonuagique	<b>95</b>	36	<b>387</b>	62
Location de matériel	<b>213</b>	28	<b>453</b>	60
Réinstallations de personnel	<b>67</b>	41	<b>297</b>	95
Hébergement	<b>77</b>	66	<b>154</b>	148
Services et communications client	<b>48</b>	55	<b>98</b>	115
Impression et papeterie	<b>23</b>	21	<b>57</b>	58
Mobilier et agencements	<b>17</b>	46	<b>222</b>	94
Abonnements et adhésions	<b>12</b>	18	<b>42</b>	48
Matériel informatique	<b>7</b>	15	<b>23</b>	49
Affranchissement et transport de marchandises	<b>12</b>	6	<b>26</b>	21
Logiciels	<b>17</b>	19	<b>26</b>	56
Recrutement	<b>19</b>	4	<b>41</b>	37
Loyers	–	482	–	1 365
Autres	<b>5</b>	14	<b>17</b>	33
	<b>2 519 \$</b>	2 474 \$	<b>7 356 \$</b>	6 220 \$

#### NOTE 15 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Pour le troisième trimestre de 2019-2020, les produits tirés des services facturés et les frais de déplacement et décaissements recouvrés s'élèvent à 28 811 \$, contre 29 102 \$ pour le troisième trimestre de 2018-2019. Pour le cumul de l'exercice au 31 décembre 2019, ces produits totalisent 87 203 \$, contre 85 410 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces produits sont tirés de la prestation de services au MDN (Agence de logement des Forces canadiennes comprise), au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services publics et Approvisionnement Canada et à Services partagés Canada.

La Société a engagé, à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada, des charges de 48 \$ pour le cumul de l'exercice 2019-2020 à ce jour, contre 44 \$ pour la période correspondante de 2018-2019.

	Au 31 décembre 2019	Au 31 mars 2019
<b>Créances</b>		
Ministère de la Défense nationale	22 435 \$	19 522 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 390	1 667
Centre de la sécurité des télécommunications Canada	292	137
Services partagés Canada	71	(6)
Services publics et Approvisionnement Canada	2	1
	<b>24 190 \$</b>	<b>21 321 \$</b>
<b>Dettes</b>		
Services partagés Canada	- \$	5 \$
Ministère de la Justice	-	3
	<b>- \$</b>	<b>8 \$</b>

#### 15.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du conseil d'administration) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 31 décembre 2019	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Période de neuf mois clos le 31 décembre 2019	Période de neuf mois clos le 31 décembre 2018
Avantages à court terme	1 361 \$	993 \$	3 122 \$	2 756 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	63	112	347	363
<b>Total</b>	<b>1 424 \$</b>	<b>1 105 \$</b>	<b>3 469 \$</b>	<b>3 119 \$</b>

**NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS**

16.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 31 décembre 2019, 12 réclamations étaient en cours, toutes liées au MDN, d'une valeur totalisant 13 873 \$, alors qu'au 31 mars 2019, il y avait 13 réclamations en cours, toutes liées au MDN, d'une valeur globale de 10 418 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.